

Le budget 2017 manque de vision à long terme et mine le leadership canadien en matière de développement durable à l'échelle mondiale

La société civile somme le gouvernement canadien de passer de la parole aux actes en augmentant son enveloppe d'aide internationale.

OTTAWA, le 22 mars 2017. – Le budget 2017 ne fournit pas les investissements prévisibles nécessaires à l'amélioration du leadership canadien sur la scène internationale et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies, selon un groupe d'organisations de la société civile canadienne.

Ce budget ne propose aucune nouvelle hausse de l'enveloppe d'aide internationale (EAI), qui sert à financer les programmes canadiens de réduction de la pauvreté à l'étranger. Pourtant, le gouvernement avait annoncé l'an dernier que son budget 2017 serait fondé sur les résultats de l'examen de la politique d'aide internationale. Mais bien que le processus de consultation se soit terminé en juillet 2016, ces résultats se font toujours attendre. De même, le mandat de la ministre du Développement international et de la Francophonie, qui consiste à instaurer un nouveau cadre de financement pour l'aide internationale du pays, reste en plan.

« Nous sommes profondément déçus par la décision du gouvernement de ne pas bonifier l'enveloppe d'aide du Canada », déplore Julia Sánchez, présidente-directrice générale du Conseil canadien pour la coopération internationale. Le gouvernement dit vouloir faire du Canada un meneur parmi ses pairs et tendre la main aux plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles. Mais son budget 2017 comporte une faille majeure : il ne prévoit pas le financement étendu et généreux nécessaire pour atteindre cet objectif. »

En novembre 2016, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a appelé le gouvernement à consacrer 0,35 % du revenu national brut à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2020, et à atteindre 0,7 % d'ici 2030. En décembre, le Comité des finances a fait les mêmes recommandations dans son rapport sur les consultations pré-budgétaires. Aujourd'hui estimée à 0,26 %, l'aide canadienne au développement se trouve bien en deçà de la cible de 0,7 % visée à l'échelle internationale, frôlant même un creux historique.

« Nous sommes bien placés pour connaître les retombées que peut avoir l'APD dans la vie des gens : ces investissements servent leur santé, leur éducation et leur bien-être, réduisent la pauvreté dans leurs communautés et favorisent partout la prospérité, la sécurité et la stabilité, ajoute M^{me} Sánchez. Le premier ministre l'a lui-même reconnu en annonçant au concert des nations une allocation de 650 millions de dollars pour la santé et les droits reproductifs et sexuels des femmes. Nous saluons cet engagement. Mais malheureusement, sans bonifier les fonds alloués dans le budget 2017, le gouvernement ne fait que déshabiller Pierrette pour habiller Paule. S'il souhaite véritablement lutter contre la pauvreté dans le monde, le Canada doit affecter des fonds supplémentaires à son enveloppe d'aide internationale. »

Alors que le Canada s'apprête à tenir le prochain sommet du G7 en 2018, les organisations de la société civile canadienne enjoignent donc le gouvernement à annoncer un calendrier de hausses ambitieuses et prévisibles de l'EAI. Ainsi, sa politique d'aide internationale et son engagement à réaliser les ODD pourront trouver une application concrète. N'oublions pas qu'en septembre 2015, les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies – le Canada y compris – ont adopté les ODD et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, une démarche universelle visant l'éradication de la pauvreté.

Notes pour l'édition

Le Conseil canadien pour la coopération internationale

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est la coalition nationale d'organisations de la société civile (OSC) canadienne œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Nos membres représentent une gamme diversifiée d'OSC œuvrant pour le développement international et l'aide humanitaire, notamment des organismes confessionnels et laïques, des syndicats, des coopératives et des associations professionnelles. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

Le groupe de travail collaboratif sur l'aide publique au développement (APD)

Ce groupe d'organisations travaille depuis 2016 à rehausser l'apport du Canada dans le monde, notamment en militant pour le renforcement de son APD; il répond ainsi à l'intention exprimée à l'origine par le gouvernement libéral de refaire du Canada un meneur sur la scène internationale. Ce groupe s'attend à un engagement à doubler l'EAI dans les prochains 7 ans ainsi qu'un échéancier prévisible pour atteindre 0.7%, avec une augmentation d'au moins 12% en 2017. Les membres du groupe de travail collaboratif sur l'APD sont : le Conseil canadien pour la coopération internationale, la Banque canadienne de grains, la Plateforme canadienne de développement international, le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants, Ingénieurs sans frontières, ONE, Oxfam Canada, Oxfam-Québec, Plan International Canada, RÉSULTATS Canada, Aide à l'enfance Canada et Vision mondiale Canada.

Pour en savoir plus ou pour demander un entretien avec un membre du groupe, communiquez avec Chantal Havard, du CCCI, au 613 241-7007, poste 311, ou à chavard@ccic.ca.



CanWaCH
Canadian Partnership for
Women and Children's Health

CanSFE
Partenariat canadien pour
la santé des femmes et des enfant



**CANADIAN INTERNATIONAL
DEVELOPMENT PLATFORM**



OXFAM
Canada



the power to end poverty



OXFAM
Québec



Save the Children